A l'occasion du G7, les banlieues, « pauvres oubliées », réclament encore de l'argent

écrit par Jules Ferry | 28 août 2019

.

Dès qu'il est question d'argent, les banlieues savent tendre la main et un certain nombre de médias se sont crus obligés de se faire l'écho des quémandeurs en question.

Ci-dessous l'article d'Euronews, un modèle du genre dans lequel sont réunis les arguments servis sur tous les tons à longueur d'année pour réclamer et se plaindre : on y pleure sur son sort, mais pas un mot sur les causes réelles de cette situation désastreuse, que nous évoquerons ensuite.

.

« La lutte contre les inégalités », c'est le thème du prochain sommet du G7. Pour en parler, nous faisons escale en France. Si pour beaucoup, Paris est la capitale du luxe, la réalité est tout autre dès lors qu'on passe le boulevard périphérique.

Nous sommes allés en Seine Saint-Denis, un département où le niveau de vie de la population est bien inférieure à celui des voisins parisiens.

Nous sommes accompagnés par Fouad Ben Ahmed, militant

associatif et politique. Il connaît bien ces quartiers pour y avoir vécu depuis sa naissance.

On voit que certains membres du gouvernement, qui sont dans des postes où ils pourraient réellement changer le quotidien des habitants, n'arrivent pas à comprendre la réalité des gens. Et c'est vraiment dur (d'en faire le constat) !

Fouad Ben Ahmed, *Militant associatif et politique*

.

Le département de Seine-St-Denis, souvent appelé par son numéro, « 93 », est un des plus petits et des plus peuplés de France. D'où une forte densité. De grands ensembles immobiliers datant des années 1960, devenus au fil des ans, comme des ghettos, pour une population se sentant de plus en plus exclue.

L'exclusion, ça commence par ne pas avoir de travail, ne pas avoir accès aux transports. C'est aussi ne pas pouvoir jouir pleinement de ses droits. C'est ne pas pouvoir envoyer son CV dans une entreprise sans qu'on prenne en compte le fait qu'on habite dans le « 93 ».

Fouad Ben Ahmed, *Militant associatif et politique*

.

Direction Clichy-sous-Bois. C'est là qu'en 2005 avaient éclaté des émeutes qui s'étaient ensuite propagées à d'autres banlieues.

Quatorze ans plus tard, toujours la même désolation.

« *Cela ne marche pas,* constate Fouad Ben Ahmed, appuyant en vain sur le bouton d'un ascenseur au rez-de-chaussée d'un immeuble. On a vu une dame qui habite au 10ème étage et qui montait à pied. Quand on n'a plus rien et qu'on n'a même pas accès à son logement ou accès à l'extérieur, c'est

catastrophique !_ »

« Les gens disent qu'ici, ils ne vivent pas, ils survivent »

Dans ces cités, les personnes à qui nous avons parlé ont toutes évoqué un sentiment d'inégalité. Ces gens sont en permanence confrontés à des problèmes de logement, d'emploi et de mobilité… Des inégalités ressenties de manière systématique.

Beaucoup dénoncent la manière avec laquelle les médias français parlent des banlieues. Et en dépit de nos demandes répétées, personne n'a accepté de témoigner à notre micro.

Tout ce qu'ils disent, c'est qu'ici, ils ne vivent pas, ils survivent.

Il y a une sorte de barrière raciale malgré la réputation de pays des droits de l'Homme, la déclaration des droits de l'homme, l'état de droit, la démocratie, etc. En fait, c'est quand même beaucoup plus compliqué de trouver un emploi quand on s'appelle Boubacar, qu'on est d'origine malienne, que quand on s'appelle Bernard et que ses parents sont nés en Bretagne. C'est un pays d'égalité sur le papier, c'est un pays d'inégalité et d'injustice dans la réalité.

Michel Kokoreff, *Sociologue, Université Paris 8*

Depuis 2005, la France a dépensé des milliards d'euros, directement et indirectement, pour améliorer la vie dans les banlieues. Mais aux dires de nombreux acteurs sociaux, rien n'a vraiment changé.

.

Commentaires.

On retrouve bien évidemment dans cet article les avis autorisés habituellement sur ces questions (un sociologue et un associatif) et leur discours pleurnichard sur les banlieues.

Ils nous ressassent comme d'habitude des poncifs sur les conséquences au lieu de relever (et traiter) les causes. Toujours les mêmes lamentos sur la banlieue «discriminée»…

Que demandent ces « Kalimero » depuis des décennies ? Toujours plus d'emplois subventionnés, du *«pognon de dingue»* bien frais pour continuer à vivre sous perfusion, un énième «plan banlieue»…

Pas un mot sur les violences dans ces territoires si ce n'est pour accuser les médias qui parlent mal des banlieues ! Rien sur les violences liées au trafic de drogues, d'armes, d'êtres humains. Pourtant, toutes ces violences n'ont pas nécessairement de lien avec la pauvreté ou la précarité ! Il existe des familles en grande difficulté qui ont élevé correctement leurs enfants, n'en ont pas fait des délinquants ! Mettre en avant la pauvreté (les fameuses « inégalités ») comme cause de la violence, permet de ne pas parler des autres facteurs de violence.

.

Les causes de cette situation.

On n'évoque surtout pas la réalité d'une sécession culturelle de ces quartiers rongés par le développement de l'islam.

Le refus d'intégration des codes culturels et sociaux de la société d'accueil, les codes éducatifs et culturels des familles étant en décalage complet avec ceux de la société occidentale.

La volonté de nombreuses familles de continuer à vivre en France selon les représentations collectives, les us et coutumes de la société d'origine, en conservant leur langue (avec la télévision), et surtout le repli sur l'islam.

.

Elisabeth Lévy, journaliste et directrice de la rédaction de Causeur à propos du numéro « Au coin de la rue la charia », dans une interview du Figaro en 2017 (extraits) dépeint cette sécession culturelle.

Ce n’est pas une infime minorité mais une fraction notable des musulmans français qui n’habitent plus mentalement le même temps et le même espace que nous.

Ce qui menace à long terme la cohésion et l’existence même de notre pays, c’est la sécession culturelle dans laquelle est engagée une partie de l’islam de France et d’Europe. Le problème n’est pas seulement l’arbre mais la forêt dans laquelle il a grandi, cette contre-société islamiste qui s’est constituée au fil des ans, vit dans un entre-soi que brisent seulement les impératifs du travail et voue une hostilité croissante au mode de vie majoritaire.

Pendant que certains font la chasse aux islamophobes, un nombre croissant de quartiers passent sous la férule d’une idéologie séparatiste érigeant une barrière entre purs et impurs, fidèles et kouffars, putes et soumises, des enfants juifs sont exfiltrés de l’école publique (pour leur sécurité, bien sûr), des collégiennes condamnées au jogging informe, des lycéens obligés d’observer le ramadan ou de faire semblant, des populations entières contraintes de se soumettre à la loi des Frères, au nom de la solidarité entre musulmans supposée prévaloir sur toute autre allégeance. Sans oublier les caricatures qu’on n’ose plus publier, les vérités qu’on n’ose plus dire, les libertés qu’on n’ose plus exercer. Or, ce que nous avons découvert, c’est que cette emprise s’exerce non seulement dans certains territoires mais aussi dans certains milieux comme le foot amateur, dans certaines entreprises.

Cela fait pourtant plus de trente ans que les politiques publiques sont censées s’occuper des banlieues.
Pour quels résultats?

On est bien d'accord avec le constat de l'article : ***« rien n'a changé »***, même si ***« la France a dépensé des milliards d'euros »*** comme il est souligné…

En 1989, Rocard avait mis en place le Haut Conseil à l'Intégration en chargé de faire des propositions dans ce domaine. Hollande l'a dissous en décembre 2012. En 2019, Macron continue à parler dans le vide : bref, aucune mesure nouvelle n'est annoncée !

Cette tâche continue d'être sous-traitée à des associations de quartiers qui opèrent bien souvent hors de tout véritable contrôle administratif et politique.

Comment en est-on arrivé là?

Les causes profondes.

Les jeunes, souvent binationaux- de papiers sinon de cœur, expriment un rejet violent de leur identité française à cause du discours de victimisation. A voir les scènes avec les drapeaux algériens lors de la CAN, on n'a pas l'impression que les jeunes de banlieue soient fiers de leur identité nationale et heureux d'enrichir et de servir leur patrie, la France.

On connait ce processus de victimisation, attisé par les idéologues de l'antiracisme institutionnel et de la *« décolonisation »* qui conduit à l'inversion des choses : les jeunes se sentent les perpétuels humiliés de la France.

Dans l'article, pas un mot sur les associations politico-religieuses qui ont pignon sur rue et sont protégées par les municipalités complices.

Pas un mot non plus sur le clientélisme qui mine non seulement la vie de ces territoires mais détruit à petit feu la légitimité du politique. Les même politiciens locaux qui réclament de l'argent à l'Etat ont des comportements de voyous et ont de fait une lourde responsabilité dans la situation

calamiteuse des territoires.

Le clientélisme électoral est un phénomène massif dans les banlieues et c'est sans considération d'étiquette politique (Dassault avec les permis de conduire et autres) : promesse de voix électorales contre place en crèche, permis de construire ou encore logements, le clientélisme en politique est ancré dans notre société. Pas seulement en région parisienne : à Marseille, il est même érigé en système.

Pas un mot sur la gestion communautariste par nombre de municipalités qui ferment les yeux sur les trafics, les violences qui règnent dans certaines tours, certains immeubles, certaines maisons de quartiers prises en main par les associations de barbus en qamis.

Pas un mot enfin sur les caïds qui font leur loi, avec la complicité des maires. L'économie souterraine dans les territoires est la garantie de la «paix sociale» et fait vivre des familles entières, soutenues par une sorte de filet social informel caractérisant des sociétés mafieuses. C'est pourquoi les jérémiades sur le chômage dans les banlieues sont hypocrites.

Il ne faut surtout pas déranger le train-train des élus qui cajolent les barbus et les dealers pour que «la paix» règne.

Elisabeth Lévy :
Difficile de résumer l'incroyable accumulation de bons sentiments dévoyés, de complaisances intéressées, de lâchetés inavouées, d'aveuglement volontaire et d'une énorme dose d'imbécillité à visée électoraliste, qui a permis à cet islam de s'implanter, **souvent avec l'aide de l'argent public**.

Il faut remonter au tournant idéologique des années 1980. La droite ayant ouvert les vannes à l'immigration de masse, la gauche, se trouvant fort dépourvue quand la bise individualiste et libérale fut venue, recycla alors les immigrés en damnés de la terre avec l'antiracisme en guise de

lutte des classes et l'exaltation des différences comme mantra. **Ces excellentes intentions antiracistes ont finalement empêché les nouveaux arrivants de s'assimiler et même de s'intégrer.** La mise en musique de ces sottises idéologiques a été réalisée par **un clientélisme local** parfaitement œcuménique sur le plan politique, qui assignait les descendants d'immigrés à leur culture d'origine puisque c'est cette assignation qui permettait d'obtenir leurs voix.

Ainsi a-t-on recruté les barbus dans des structures locales associatives ou parapubliques, qui leur ont permis de quadriller les quartiers avec des animateurs acquis à la cause. Ensuite, la pression a fait le reste.

Selon le vieil adage, les plus gênés s'en vont et une fois qu'on est entre musulmans ou presque, la conception la plus étroite c'est-à-dire celle qui permet le plus facilement au croyant d'enquiquiner ses contemporains s'impose à tous.

Ce que les banlieues ne réclament pas et qui devrait être mis en place :
Le retour de l'ordre républicain pour mater la minorité qui fait la loi.
Une vraie politique de lutte contre les trafics (qui alimentent aussi le terrorisme dans certains cas), avec une réponse pénale adaptée, ce qui n'est pas le cas actuellement (les policiers et le renseignement sont au courant mais ne peuvent rien).
Une école laïque et républicaine, débarrassée des revendications communautaristes !
Un enseignement qui valoriserait l'appartenance à la France, le mérite et l'excellence.

Elisabeth Lévy, sur ce combat (culturel) :

C'est dans les esprits qu'il faut mener la reconquête des territoires perdus – ce qui veut dire à la dure, sans céder sur ce que nous sommes, pas par la force.

Nous ne gagnerons pas cette guerre si la majorité silencieuse des musulmans ne choisit pas bruyamment la loi de la République contre celle des «Frères» et la majorité silencieuse le restera tant qu'elle aura plus peur du jugement des siens que besoin de l'approbation de ses concitoyens.

Surtout, ne laissons pas tomber ceux et surtout celles qui, dans les quartiers, refusent de céder. Salman Rushdie dit que, si la fatwa contre lui était prononcée aujourd'hui, il serait beaucoup moins soutenu qu'à l'époque. Je veux croire qu'il se trompe et que nous sommes collectivement déterminés à résister, calmement mais fermement, à l'emprise islamiste. **Faute de quoi, dans quelques décennies, on recensera les quartiers de France où il est permis de se promener en mini-jupe et de s'embrasser dans la rue.**